

FRANCE

des présidentielles

(13) Le lobby le plus puissant de France (malgré leur nombre restreint, en termes de voix) est sans conteste le lobby juif dont l'efficacité (dans les médias, le droit, la politique) et la puissance (dans les finances, le business) ne sont plus à démontrer. Viennent ensuite les lobbies libanais, arménien, africain, asiatique, avec des influences relatives.

(14) C. Guéant a affiché un objectif de réduction des flux migratoires légaux de 10% par an.

(15) Ce phénomène nouveau de flux migratoires incontrôlés (étymologiquement de l'arabe «brûler» une frontière) «soulage» les pays d'origine (l'Afrique, le Maghreb dont l'Algérie) de leur chômage endémique et de la mal-vie, tout en représentant une soupape de sécurité pour les différents régimes. Tous les analystes sont unanimes à affirmer qu'un pays qui détient 175 milliards de \$ de réserves de changes, comme l'Algérie, devrait être en mesure de contenir cette nouvelle forme d'émigration (qui relève actuellement du pénal).

(16) Ali Bensaad, chercheur au CNRS, considère qu'elle «est une forme de contestation violente et désespérée» puisque sur le seul canal de Sicile, quelque 1 700 Algériens ont trouvé la mort et que ce trafic rapporte 700 millions d'euros/an.

Les candidats algériens à la harga, en 2011, sont deux fois plus nombreux que les Marocains et six fois plus que les Tunisiens.

(17) Les flux migratoires des confins subsahariens, en Algérie, se transforment en sous-main-d'œuvre, durant un séjour plus ou moins long, afin de payer leur voyage pour atteindre l'Europe ou «la mort par noyade».

(18) Lire notre contribution intitulée, «l'Algérie est-elle en situation de guerre ?» sur le *Soir d'Algérie* des 14 et 15 novembre 2011, ainsi que celle, sur *El-Watan*, intitulée «Quels intérêts stratégiques défendent les pays occidentaux dans les pays arabo-musulmans» du 20 octobre 2001.

19) Les Américains viennent de remporter un très sérieux avantage en Libye, en imposant leurs «hommes» à la tête du pays, le 3 décembre dernier. En effet, A. el-Keib accède au poste de Premier ministre. Formaté à l'Université de Caroline du Nord durant ses études

de doctorat en ingénierie électrique, puis enseignant en Alabama, il s'acclimate à la Libye, en prenant la tête de la direction du Petroleum Institute des Émirats arabes unis. Dès sa nomination,

il désigne A. Tarhouni «chargé d'affaires, finances et pétrole», un ancien professeur de l'Université de Washington. Enfin, il place à la tête de ce qui reste de l'armée Oussama Jouili, un de ses fidèles.

(20) Le Maroc a permis aux USA d'installer une base militaire sur son territoire dans les années soixante.

(21) C'est à ces occasions historiques que l'on peut tester les déclarations rhétoriques des engagements réels.

(22) Les récentes alliances du groupe Boko Haram du Nigeria et des Shebab somaliens sont de nature à élargir considérablement la «zone grise» de cette région. Plusieurs attaques et autres agressions, à mains armées, (stations d'essence, agences postales, touristes...) attestent du regain d'insécurité dans la région.

(23) Jean-Claude Mallet, Francis Delon et autres, «Défense et Sécurité nationale : le Livre Blanc», Ed. Odile-Jacob, la documentation française, Paris, 2008.

(24) C'est ce qui est communément appelé la «France-Afrique» pour décrire une relation intime, pleine de barbouzerie, d'affaires commissionnées, de complicités réciproques nauséabondes, de réseaux d'influence opaques... En fait, un pacte néocolonial renouvelé et enrichi, où l'Algérie fait partie du lot.

(25) La France déploie quelque 9 000 hommes en Afrique subsaharienne, avec quatre points d'appui (Djibouti, Sénégal, Gabon et Côte d'Ivoire). Un point de déploiement au Tchad. Trois points d'opérations en cours (Côte d'Ivoire, République centrafricaine et Tchad). Cependant, pour des raisons évidentes de moyens financiers, elle est contrainte de mutualiser de plus en plus sa politique africaine de défense et de sécurité, que ce soit dans le programme Euro-Recamp en 2008 ou, plus généralement, dans le cadre du dernier traité franco-britannique sur les forces d'intervention navales.

(26) Ikhlef Abdeslam «Le Sahel défaillant : Arc de toutes les crises». In revue : Géostratégie-Horizons, Paris, Mars 2010.

(27) C'est une zone d'où proviennent, transitent et se planifient des attentats terroristes contre les intérêts, les ressortissants et les entreprises de l'UE.

Elle doit être sécurisée pour que tous les pays membres de l'Otan puissent l'exploiter au mieux de leurs intérêts respectifs bien compris.

(28) Depuis le début du conflit, la France appuie sans réserve les thèses annexionnistes marocaines au Sahara occidental et lui vend de l'armement comme d'ailleurs les USA et l'Espagne (elle a tenté de lui refile en vain des rafales), généreusement financé par les pétromonarchies du Golfe (dont l'Arabie saoudite).

(29) Il faut dater la divergence majeure algéro-française, dans le domaine de la défense et de la sécurité, à la date du refus, par feu le général M. Belloucif, chef d'Etat-major de l'ANP, de confier le marché de la couverture radar de l'Algérie à une firme française (Thomson). Cette décision historique va durablement marquer les décisions en matière de défense et de sécurité, de la France au Maghreb.

(30) L. Brahimi vient de déclarer au colloque «L'Algérie et la France au XXI^e siècle», que «les Etats-Unis essaient à tout prix de rester indépendants et prêts à participer dans la résolution du conflit du Sahara occidental, alors que la France a choisi de s'aligner du côté du Maroc, ce qui est, en fait, contre les intérêts de ce pays».

(31) La France a soutenu exactement la thèse contraire, dans le cas du Darfour, au Sud-Soudan.

(32) L'Algérie doit exiger de l'Otan qu'elle lui restitue toutes les archives, relatives à la guerre de libération nationale, qu'elle détient, lorsqu'elle combattait aux côtés de la France, en guise de «normalisation».

(33) Déclaration de S. Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, après la visite du MAE algérien à Moscou, à la mi-décembre.

(34) Le président français tenait, là, une revanche sur l'histoire pour détruire le FLN, après avoir essayé en inaugurant la guillotine dans les années 50, comme ministre de l'Intérieur puis de la Justice.

(35) C'était l'expression consacrée par l'armée française pour définir les opérations de liquidation

des «fellagas» (nom d'origine arabe, signifiant «bandit de grand chemin», donné aux maquisards de l'ALN.

(36) Les médias français, contrôlés par le puissant lobby sioniste, relayaient les tragiques événements en Algérie, en qualifiant les terroristes de «résistants islamiques».

(37) Les mouvements islamistes ont longtemps été manipulés par la CIA dans le but de combattre le communisme.

Elle a œuvré pour maintenir cette aire géopolitique dans l'obscurantisme afin de toujours l'avoir sous contrôle.

(38) La création et la consolidation des dictatures arabes servent leurs intérêts pour maintenir leur domination dans la région.

(39) Il est inutile à cet endroit de démontrer le traitement discriminatoire et inique du dossier palestinien, depuis 1948.

(40) Les derniers développements récents de l'affaire dite de «Karachi», révélée par G. Davet et F. Lhomme dans leur livre intitulé «Sarko m'a tuer», nous fondent à rester très circonspect sur ce sujet sensible.

(41) Une polémique ubuesque sur le paiement de rançons aux terroristes nous démontre le niveau d'incompétence atteint par notre diplomatie. En effet, quel Etat démocratique, doté d'une opinion publique, peut se permettre de ne pas payer une rançon pour libérer un de ses ressortissants kidnappés et en particulier lorsque certains d'entre eux sont des agents en mission commandée ?

Seule une dictature qui n'a aucun respect pour la vie de ses compatriotes peut tenir un pareil discours. Des négociations informelles sont toujours menées en parallèle à d'autres solutions dont celles militaires. La leçon relative à la libération du soldat franco-israélien Chalit est un cas d'école à enseigner à l'institut diplomatique, sous tutelle du MAE.

(42) Il est évident que la France a perdu ses trois AAA, ce qui va se traduire par une augmentation sensible du coût moyen des emprunts (taux d'intérêt et commissions) pour le refinancement de sa dette.

(43) Il ne faut pas se tromper, il est plus que certain que le prochain président français soit F. Hollande, sauf catastrophe improbable.

À BRUXELLES, LA FRANCE ET LA TURQUIE REFONT

LA BATAILLE D'ALGER

Les ancêtres redoublent de férocité

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ankara attend patiemment à la porte de l'Europe et Bruxelles, en crise, ne peut donner que ce qu'elle a, pas grand-chose en définitive.

Entre-temps, les ancêtres redoublent de férocité comme l'a si bien dit Kateb Yacine. Cette fois, les Européens et les Turcs relivrent la bataille d'Alger...La Turquie, en perpétuelles négociations d'adhésion avec l'Union européenne, traîne, pourtant, la patte pour accélérer les discussions avec Bruxelles. Ankara, pas très rassuré sur l'avenir en commun des 27, encore moins sur celui des 17 de la zone euro, se satisfait, pour l'instant, pleinement de sa posture. Aux confluent des Orients et des Occidents, modèle de démocratie à la musulmane pour les Arabes, les Persans et les Asiatiques qui croient en Mohamed, passage presque obligé concernant le règlement — ou pas — de la question palestinienne, les Turcs ne font plus aujourd'hui figure de... tête de Turcs pour les Européens. Ces derniers, englués dans la crise, ne savent plus quoi faire, ni comment, ni avec qui. Au sein de la zone euro, trop de cancers (Espagnols, Grecs, une moitié des Français, Italiens, Irlandais, Portugais) ne sont pas à la hauteur des exigences de rigueur, de comptes bien tenus et de croissance voulus par l'Allemagne, les banques et les marchés. Plus longuement, dans l'UE des «27» comme on dit, des mauvais élèves, donc mauvais candidats à la monnaie unique, polluent l'ambiance, qui croit, sérieusement, qu'en l'Etat actuel de leurs économies, les Roumains, les Bulgares sont aptes à rejoindre la famille de l'Union ? La Pologne, souvent citée comme le bon exemple des Ex-Républiques de l'Est devenues celles de l'Ouest, n'est pas en mieux de sa trajectoire. Varsovie ne sait pas vraiment où se situe son Occident, son Ouest. Est-ce Bruxelles, le Vieux-Continent ou Londres qui n'a d'yeux que pour l'Amérique. Cela d'ailleurs importe peu pour la Pologne. L'UE n'a plus rien à donner et la Pologne rien à espérer. L'un dans l'autre, la Turquie n'a pas grand intérêt, présentement, à rejoindre l'UE, ce navire qui tangue, ce radeau de la méduse, cette «galère» comme le reprochait un personnage de Molière à propos de son fils pris par les pirates dans «Alger», alors sous obédience ottomane, forcément turque. Ironie de l'histoire, s'ouvre, aujourd'hui en France, une autre bataille d'Alger entre les Turcs et les Français. Ces derniers, en palabres avancés pour criminaliser le génocide arménien commis, selon eux, par la jeune république post-ottomane et les Turcs, leur reprochaient, entre autres, de médiatiser les forfaitures historiques des autres et taire leurs crimes, leurs exactions et leurs génocides. Quel meilleur exemple à plaquer à la face de la France que celui du passage de la coloniale en Algérie, «en Alger» comme le faisait dire Molière à son personnage. Ce que ne se privent pas de faire les Turcs. Pour autant, la bataille d'Alger ne règle aucun problème des uns et des autres. L'euro est en crise et la Turquie attend à la porte de l'Europe. C'est mieux que la Grèce. M'enfin !...

A. M.

OPÉRATIONS SÉCURITAIRES DANS LE SAHEL

Une prérogative exclusive des pays du champ

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a rappelé lundi à Alger que les opérations sécuritaires dans la sous-région du Sahel relèvent exclusivement des pays du champ, en l'occurrence l'Algérie, le Niger, le Mali et la Mauritanie.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Animant, tard lundi, un point de presse conjoint avec son homologue nigérien Abdou Labou, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a expliqué que les pays «hors champ» ne peuvent en aucun cas intervenir directement sur le terrain des opérations».

«La sécurité dans le Sahel relève exclusivement des prérogatives des pays du champ. Seules les forces de sécurité des quatre pays sont habilitées à mener des opérations sur le

terrain. C'est là une doctrine, d'ailleurs reconnue implicitement même par les grandes puissances occidentales.»

Si les pays hors «champ» et les puissances occidentales ne peuvent intervenir directement sur le terrain des opérations, ils peuvent néanmoins, notamment pour ceux qui ont des intérêts au Sahel, apporter leurs soutiens en matière de renseignements, de technologie et de formation. Sollicité pour confirmer ou infirmer l'assertion selon laquelle l'Algérie a apporté un soutien logistique à une opération militaire menée conjointement par la Mauritanie et le Front Polisario et qui se serait soldée par l'arrestation de 11 personnes suspectées de liens avec le rapt de 3 ressortissants européens en octobre dernier à Tindouf, Daho Ould Kablia a nié catégorique. «L'Algérie n'a apporté aucun soutien de cette nature à qui que ce soit. Il n'y a pas d'opération militaire conjointe que l'Algérie aurait soutenue.»

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a souligné au passage que le Front Polisario n'est pas partie prenante du Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cémoc), créé, faut-il le rappeler, en avril 2010 entre les quatre pays du champ.

Cela étant, le 4^e comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, qui s'est tenu à Alger, a permis d'affiner la coordination entre l'Algérie et le Niger dans une multitude de domaines.

Les deux pays se sont notamment entendus sur la mise en place «de patrouilles mixtes le long des frontières ainsi que le renforcement des échanges de renseignements entre les secteurs de la défense et de la sécurité». La convention signée entre les deux pays porte également sur une coopération dans les domaines de l'administration, des transports des biens et des personnes et plus globalement en matière de développement local.

S. A. I.